

Cette trahison est le produit de leur attachement à la doctrine de "coexistence pacifique" du Kremlin qui voit dans De Gaulle un facteur affaiblissant le dispositif de l'impérialisme américain en Europe, et qui est mortellement effrayé par la perspective d'une montée révolutionnaire en France. Elle est aussi fonction de leur installation de longue date dans la routine de l'électoratisme et du parlementarisme. Le refrain sur les "voies pacifiques et parlementaires au socialisme" était avancé depuis des années avec l'excuse qu'une crise révolutionnaire, de toute façon, ne pouvait se produire en France. Lorsque cette crise s'est effectivement produite, cette même stratégie réformiste a été utilisée pour étouffer la possibilité objectivement donnée de prendre le pouvoir.

La direction du P.C.F. a perdu tout crédit parmi les étudiants révolutionnaires ; son prestige est largement entamé dans toute l'avant-garde jeune. Cette libération de la jeunesse du carcan bureaucratique lui a permis d'entrer en action comme une nouvelle avant-garde révolutionnaire sur une échelle jamais égalée en France. Mais au sein de la classe ouvrière, l'appareil du P.C.F. et de la C.G.T., bien qu'ébranlé à plusieurs reprises depuis des années, et récemment encore lorsque les travailleurs des grandes usines rejetèrent les accords indignes qu'il avait élaborés avec le patronat et le gouvernement gaulliste pour mettre fin à la grève, conserve une large prépondérance et de multiples moyens d'étouffer la démocratie ouvrière et la libre expression des volontés de la base. Les éléments épars d'une direction de rechange, qui se sont puissamment affirmés parmi les jeunes ouvriers, ont été encore trop faibles et insuffisamment organisés et structurés, pour pouvoir assurer la constitution généralisée d'organes de dualité du pouvoir. C'est pourquoi la trahison de l'appareil du P.C.F.-C.G.T. a une fois de plus sauvé le capitalisme français, comme il l'avait fait en 1936 et en 1945-47.

Mais, à l'opposé de ce qui s'est produit lors de ces deux précédentes montées révolutionnaires en France, la trahison stalinienne n'a pu, cette fois-ci, briser net la montée du printemps 1968, ni déterminer un renversement rapide des rapports de force. Des combats révolutionnaires de mai 1968 ont surgi des bastions, telle la Sorbonne révolutionnaire, des pouvoirs tels que ceux qui veulent assurer un droit de contrôle sur l'O.R.T.F., des organes tels les comités d'action. La reprise du travail dans les usines ne les a pas supprimés. Cette reprise du travail s'effectue d'ailleurs à un rythme beaucoup plus lent que le pouvoir gaulliste et la direction du P.C.F. ne l'avaient espéré. Des secteurs importants de la classe ouvrière des grandes usines font preuve d'une combativité et d'une capacité de résistance exemplaires.

L'Etat bourgeois ne pourra tolérer que ces embryons de dualité de pouvoir se consolident et s'étendent. Mais il n'a pas la force de les éliminer d'un seul coup. Ainsi s'ouvre une période transitoire, pendant laquelle la répression fera des coups de sonde multiples comme elle l'a tenté à Flins, qui pourront être le point de départ d'une relance révolutionnaire. Par ailleurs, la faiblesse de l'industrie et de l'économie du capitalisme français ne lui permettant pas de digérer les avantages matériels considérables qu'il a dû accorder au prolétariat afin d'assurer la reprise du travail, la hausse des prix, l'inflation et le